

la presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, MERCREDI 26 MARS 1986

PUBLICITÉ
MARKETING

Claude Picher

La crise de croissance
du graphisme québécois

Il y a vingt ans, on l'appelait « artiste commercial ». Aujourd'hui, c'est devenu un « graphiste » et il pratique un art encore largement méconnu.

Le graphisme est partie essentielle de tout effort de marketing. Les graphistes conçoivent et réalisent du matériel publicitaire, des catalogues, dépliants, panneaux-reclame, affiches, rapports annuels. Ce sont eux qui « pensent » les logos des grandes entreprises.

En dix ans, le nombre de graphistes québécois a triplé. Ils sont aujourd'hui 3 000, et l'ensemble des travaux qu'ils exécutent annuellement représente une facturation oscillant entre \$125 et \$150 millions. La moitié des graphistes québécois est à l'emploi de grandes entreprises ou d'agences de publicité. Les plus grandes agences ont d'ailleurs leurs propres filiales ou départements de graphisme (Graphem, chez Cossette, par exemple). L'autre moitié travaille à son propre compte ou dans des maisons indépendantes spécialisées en graphisme.

« La profession a connu un développement phénoménal depuis quelques années, tant en termes de quantité que de qualité », commente Roger Plourde, porte-parole de la Société des graphistes du Québec.

M. Plourde, 37 ans, a commencé à travailler à son compte en 1976. Aujourd'hui, il est président de la maison Ropart Communications : 25 employés, chiffre d'affaires de \$2 millions, un des leaders québécois dans son domaine.

Toutefois, ce développement rapide se heurte à trois obstacles, de sorte qu'il n'est pas exagéré de parler de crise de croissance du graphisme québécois :

■ En premier lieu, les institutions d'enseignement du Québec continuent de former des graphistes au rythme de 200 à 300 par année, alors que le marché n'a pas la capacité de les absorber. On comprend facilement l'attrait du métier de graphiste : c'est un travail de création, qui fait appel à l'imagination, échappe aux contraintes routinières de la plupart des autres emplois, et est bien payé. D'amères déceptions attendent beaucoup de jeunes graphistes qui arrivent sur le marché du travail. Les employeurs n'ont que l'embarras du choix : « J'ai, sur mon bureau, des tas de demandes d'emploi », poursuit M. Plourde. Chez ceux qui ne dénichent pas d'emploi, la concurrence est féroce. « Déjà, un bon nombre des 3 000 graphistes québécois à leur propre compte ont de la difficulté à joindre les deux bouts ». Le Québec est, de toutes les provinces canadiennes, celle qui compte le plus grand nombre de graphistes par habitant (selon diverses estimations, on en compterait entre 7 500 et 9 500 pour l'ensemble du Canada). D'autre part, l'enseignement du graphisme a souffert des mutations d'enseignants qui ont suivi les compressions budgétaires dans ce secteur. « Dans certains collèges, ceux qui forment les graphistes n'ont pas eux-mêmes la formation pour pratiquer le métier », commente M. Plourde. « Le résultat est inévitable : il y a, présentement, dégradation de la qualité de l'enseignement du graphisme ».

■ Deuxième phénomène : l'apparition du graphisme par ordinateur. Il est parfaitement possible, aujourd'hui, de confier la réalisation de travaux de graphisme à des ordinateurs. La qualité de cette production demeure encore bien en-deçà de ce que peuvent produire les graphistes « à la main ». N'importe quel graphiste peut facilement faire rougir la technologie Téliidon. Quant à l'impression du graphisme réalisé par ordinateur, il se heurte encore à des obstacles énormes. Les coûts liés à l'acquisition et à l'opération d'un ordinateur capable de rivaliser le moins avec les graphistes demeurent prohibitifs. « Personne, à Montréal, n'est en mesure de se procurer cela », explique M. Plourde. « Dans l'immédiat, le graphisme par ordinateur ne constitue donc pas une menace, mais cela nous préoccupe beaucoup ; combien de temps cela prendra-t-il avant l'arrivée d'ordinateurs plus perfectionnés, à New York ou à Los Angeles? Et à ce moment, des clients québécois confieront-ils leurs travaux à ces ordinateurs? »

■ Enfin, au moment où il y a « surproduction » de graphistes et où les sombres nuages de l'électronique se profilent à l'horizon, les graphistes n'ont toujours pas réglé leur problème numéro un : ce sont toujours des grands incompris. « La plupart du temps, lorsqu'on achète un bien ou un service, on peut concrètement saisir la portée de la transaction », ajoute M. Plourde. « En graphisme, c'est différent ; malgré les progrès réalisés à ce chapitre, il existe encore beaucoup de clients potentiels qui hésitent à faire appel aux graphistes : ils ne voient tout simplement pas pourquoi ils paieraient des honoraires pour faire réaliser des dessins! »

Pour le président de Ropart, il n'y a pas de doute que le graphisme québécois a su relever le défi de la qualité (« on n'a qu'à compter les prix remportés par nos graphistes aux concours internationaux »). Il lui faut encore apprendre à mieux se vendre...

Changements chez Publicité Martin

Le président et seul actionnaire de Publicité Martin, Yvon Martin, vient de réaliser une importante réorganisation de la haute direction de l'agence. C'est ainsi que Jean Noël, président de Publicité Vickers & Benson, et Pierre Beaudry, directeur général de Publicité Martin, deviendront tous deux vice-présidents exécutifs et actionnaires minoritaires. M. Noël, qui assumera l'administration et la planification, avait quitté Publicité Martin, il y a un an, pour passer chez Vickers & Benson. M. Beaudry, ancien directeur du marketing à la chaîne de restaurants McDonald, sera vice-président au service et au développement. Fondée il y a 15 ans, Publicité Martin est la troisième agence publicitaire au Québec, avec une facturation de \$44 millions. Parmi ses clients, on remarque notamment la Banque de Montréal, Canadian Tire, Hydro-Québec, Via Rail, La Baie, Postes Canada.

DE LA NEW JERSEY TRANSIT CORPORATION

Bombardier obtient un
contrat de \$ 100 millions

La New Jersey Transit Corporation vient d'accorder à Bombardier un contrat de \$100 millions qui permettra notamment de maintenir des emplois à l'usine de La Pocatière à la fin de la commande de \$1 milliard pour le métro de New York.

LAURIER CLOUTIER

Le contrat de Newark se divise en deux tranches. D'abord, une vingtaine de millions de dollars pour la fabrication de 20 voitures de train de banlieue.

Ensuite, environ \$80 millions pour la remise à neuf de 147 voitures du même type. C'est un nouveau secteur prometteur pour Bombardier.

La compagnie québécoise estime qu'aux USA seulement, la remise à neuf de véhicules représente un marché potentiel de \$300 millions par année d'ici à 1990. Or Bombardier devient la première entreprise canadienne à se

voir confier des travaux de remise à neuf par une régie de transport américaine.

Bombardier n'a pas encore décidé laquelle de ses usines effectuera la remise à neuf mais doit faire connaître sa décision dans quelques semaines.

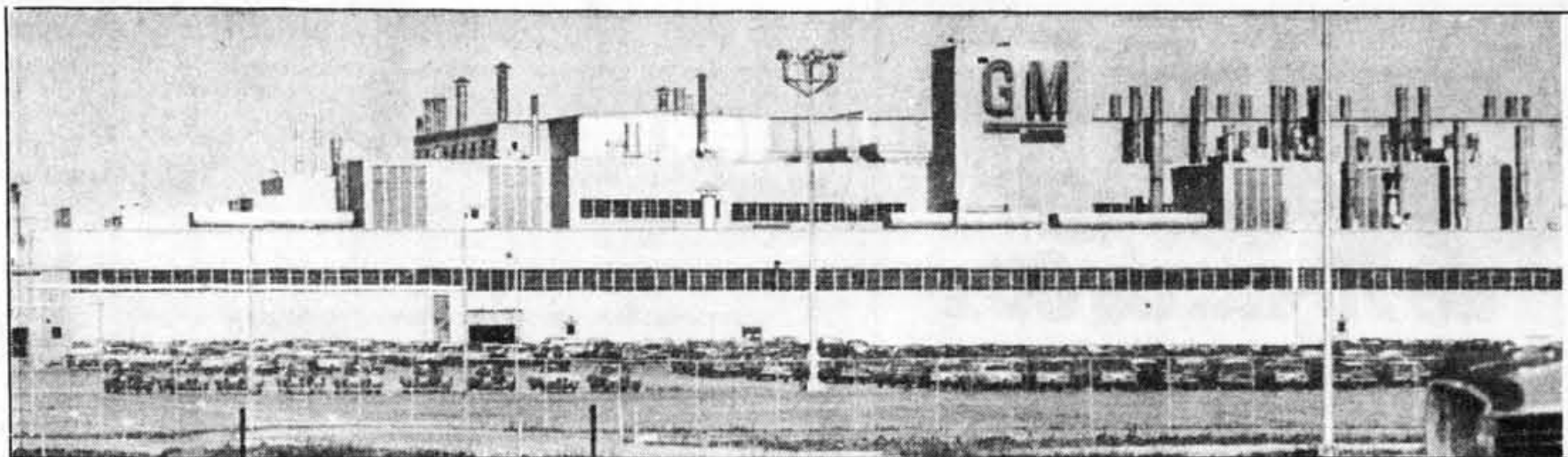
C'est lors d'une brève conférence de presse que le contrat a été annoncé au siège social de la New York Transit.

Le président du conseil, Roger A. Bodman, s'est félicité de faire affaire avec « un des principaux fabricants de véhicules de transport-passagers sur rail ».

Bombardier entretient des relations d'affaires avec le New Jersey depuis cinq ans, a souligné le président de la Division du transport en commun de la compagnie, Jean-Yves Leblanc.

Si la fabrication des nouvelles voitures s'effectuera à La Pocatière, l'assemblage final se réalisera à Barre, au Vermont.

La firme québécoise doit livrer toutes les voitures d'ici à décembre 1987.



L'usine de la General Motors à Boisbriand.

Detroit décidera bientôt du
sort de l'usine de Boisbriand

GM-Boisbriand présentera sa soumission pour la fabrication de nouvelles voitures dans quelques semaines et Detroit décidera de son sort dès le début de l'été.

LAURIER CLOUTIER

C'est ce qu'affirme le président de la FTQ, Louis Laberge et c'est ce que confirme en substance le porte-parole de l'usine Sainte-Thérèse de GM Canada, Thad Trotter. Le nouveau directeur de l'usine, Gary L. Henson, travaille fébrilement sur la soumission, en collaboration avec le syndicat et le comité paritaire.

Le porte-parole de la compagnie ajoute que Gary Henson prévoit donner une conférence de presse à ce sujet au début de mai.

Avec cet échéancier, on évitera la course folle. GM-Boisbriand disposera de nombreux mois pour préparer la modernisation et la robotisation de l'usine, à temps pour la fin du contrat de fabrication, en juin 1987, des vieux modèles Cutlass, Bonneville et Grand Prix.

Mais cet échéancier présuppose que le siège social du géant nord-américain de l'auto — qui prévoit investir \$10 milliards cette année — décidera de ne pas fermer GM-Boisbriand.

Boisbriand sur la
mauvaise liste

Rien n'est gagné d'avance, car Detroit doit fermer sept de ses usines nord-américaines d'ici l'an prochain. Or la compagnie compte justement une liste de...sept usines non modernisées, dont celle de Boisbriand, précise Claude Ducharme, président québécois des Travailliers unis de l'automobile. « On essaie de la changer de liste », ajoute-t-il.

« Tout le monde se rend compte du sérieux de la situation », déclare Louis Laberge, qui participait dimanche soir avec Claude Ducharme et Bob White, le président canadien des TUA, à une assemblée de 2 000 des 4 000 employés.

Pour éviter le pire, GM-Boisbriand doit améliorer ses produits, sa productivité et ses relations de travail.

Ces dernières sont déjà « très sensiblement améliorées » depuis quelques mois, déclare Louis Laberge. « Il n'y a plus aucune raison de fermer l'usine. Comptez sur nous pour les pressions ».

Le président de la section 1 163 des TUA, Pierre Renaud, renchérit en soulignant que les griefs se limitent à 40, pour environ 3 500 syndiqués. « J'en ai plus que ça à la maison ».

Cadence record

Il ajoute par ailleurs que la ca-

dence de production passait de 42,5 voitures à l'heure en décembre à 46 à l'heure en janvier, un record, « avec un peu moins de personnel » en raison des mises à la retraite et des départs volontaires. Depuis la centaine de mises à pied de février 1984, aucun des postes devenus vacants n'a été comblé.

En 1978, au début de la production des autos actuelles, l'usine comptait 3 900 syndiqués, contre 3 450 maintenant.

L'usine Sainte-Thérèse se classe toujours parmi les premières du réseau GM pour les coûts des retours après vente les plus bas.

« Des progrès ont déjà été accomplis. Ste-Thérèse possède le meilleur dossier en Amérique du Nord pour les relations de travail », indique Claude Ducharme. « Elle est en train de reprendre sa place parmi les meilleures usines de GM ».

Mais il reste des améliorations à apporter. Par exemple, il faut agrandir le réseau québécois des fournisseurs, qui a doublé depuis 1983 — pour le système « juste à temps » — et améliorer la qualité des pièces.

Rencontre à Québec

Par ailleurs, le premier ministre

Robert Bourassa doit rencontrer, le 7 avril, le président de General Motors du Canada, George A. Peaples. Néanmoins, le ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, Daniel Johnson, n'a pas voulu se compromettre quant à une éventuelle intervention gouvernementale dans le dossier de l'usine GM de Boisbriand.

Telle était, hier, la réaction du gouvernement du Québec à l'annonce, en fin de semaine, d'un investissement de \$2 milliards de GM dans ses installations d'Oshawa, en Ontario. Se disant « profondément préoccupé » par la fermeture éventuelle de GM-Boisbriand, M. Bourassa a également exprimé le souhait de rencontrer l'exécutif syndical des travailleurs de Boisbriand dans les heures précédant ses échanges avec M. Peaples.

Pour sa part, Daniel Johnson a refusé de dire si le gouvernement du Québec serait prêt à consentir une aide financière pour la modernisation de l'usine GM de Boisbriand.

À Ottawa

À Ottawa, le premier ministre fédéral a assuré l'opposition que son

gouvernement vise une distribution équitable des investissements dans le domaine de l'automobile. « Il y a une base industrielle, a déclaré M. Mulroney, qu'il va falloir préserver et sur laquelle il va falloir construire et le gouvernement fédéral s'engage à renforcer ce secteur au Québec ».

Pressé de question par les Libéraux et les Néo-Démocrates, M. Mulroney a révélé qu'il avait déjà discuté de l'avenir de l'usine de Boisbriand avec les dirigeants de GM.

De son côté, le ministre d'État à la petite entreprise, André Bissonnette, a déclaré à LA PRESSE qu'il avait déjà eu des discussions avec les représentants syndicaux des employés de GM au Québec. « Le gouvernement fédéral est très ouvert à regarder toutes les possibilités, d'assurer M. Bissonnette. Mais il appartient d'abord aux syndicats de faire savoir à la direction de GM ce qu'ils sont prêts à accepter. Les travailleurs québécois sont trop fiers, d'ajouter le ministre, pour nous faire croire qu'ils ont besoin de subventions pour prouver qu'ils peuvent être meilleurs que les Ontariens ».

Imasco-Genstar : bien des
obstacles sont en vue

Imasco a déjà commencé à rencontrer d'importants obstacles sur son chemin dans sa tentative de réaliser, avec l'acquisition de Genstar, l'une des plus importantes mainmises de l'histoire économique du Canada. Si elle se réalise, cette transaction nécessitera des transferts de fonds de l'ordre de \$2 milliards.

PIERRE VENNET

Voici les plus récents développements dans cette affaire :

— Hier, la Commission des valeurs mobilières du Québec et l'Ontario Securities Commission ont toutes deux décidé d'instituer une enquête sur la tentative de mainmise de Genstar par Imasco.

— Pendant ce temps, à Ottawa, le ministre d'État aux Finances, Barbara McDougall, a fait savoir que la transaction ne pourrait s'officialiser sans son consentement et qu'elle entendait suivre l'affaire de très près.

— Par ailleurs, les autorités de la Bourse de Toronto et de l'Ontario Securities Commission ont confirmé avoir tenté vainement, vendredi dernier, de convaincre la Bourse de New York d'empêcher toute transaction sur les titres de Genstar aux États-Unis.

— Enfin, pendant que de Bruxelles, la Société générale de Belgique, le plus important groupe d'actionnaires de Genstar, donnait son aval à la transaction, on apprenait de Montréal que la Caisse de dé-

pôt et de placement du Québec, en tant que deuxième groupe le plus important, pourrait réaliser un profit intéressant si la transaction se réalisait.

Le dernier rapport de la Caisse de dépôt indique que celle-ci détenait environ 2,7 millions d'actions dans Genstar. Ces actions ont été achetées à un prix moyen d'environ \$35 chacune. Imasco offrant présentement \$54 par action à tout vendeur éventuel, les profits réalisés par la Caisse seraient alors très intéressants, soit \$56,7 millions. On sait que la Caisse a pour politique de ne jamais discuter publiquement de ses transactions.

L'enquête de la Commission des valeurs mobilières du Québec et l'Ontario Securities Commission cherchera à savoir si certains spéculateurs ont tenté de profiter d'informations privilégiées en leur possession pour faire fluctuer le marché de façon anormale.

L'organisme ontarien, vendredi, avant qu'Imasco fasse connaître son offre, s'est aperçu que les actions de Genstar bougeaient de façon anormale. Elle en saisit la Bourse de Toronto qui entra en pourparlers avec celle de New York dans le but de geler les transactions jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse, mais les démarches échouèrent. Jeudi, les actions de Genstar avaient monté de \$3,5 en une seule journée à \$47% et monté de \$7% supplémentaires vendredi, pour atteindre une valeur de \$55. Ce qui fait d'ailleurs dire à certains experts qu'Imasco devra augmenter son offre de \$54 l'action si elle désire convaincre la majorité des actionnaires de lui céder leurs parts.

MONTRÉAL

1558,84

(-22,95)

TORONTO

3012,06

(-29,24)

DOW JONES

1778,50

(-4,43)

L'OR

(New York)

\$343,60

(-7,30)

CANADIEN

+3 / 100

71,30

LA TENUE DE ROUTE EUROPEENNE À PRIX ABORDABLE



Mazda 626 Berline Grand Luxe

- Nouvelle injection électronique à lumières d'admission multiples
- Servodirection
- Lecteur de cassette à marche arrière automatique et radio AM/FM stéréo ETR
- Toit ouvrant électrique en acier

- Roues en alliage aluminium et larges pneus radiaux
- Phares halogènes de style européen
- Maniabilité et tenue de route sans égal
- Vitres et verrouillage des portières à commande électrique



Des prix si spéciaux qu'ils vous feront exploser de joie; mais seulement en mars et sur place.

JACAUTO LTEE

3612, boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux (Québec) H9G 1X1
626-8120

PLACEMENTS À TERME GARANTIS

9 7/8%
30-89 JOURS
Min. \$5,000.

9 5/8%
2 JUIN 1986
Min. \$1,500

10%
31 MOIS
Min. \$500. Payé annuellement

TAUX SUJETS À CHANGEMENT.

Montréal: 612, rue Saint-Jacques (514) 392-1880

STATIONNEMENT INTÉRIEUR GRATUIT

Québec (418) 681-0277 • Sherbrooke (819) 564-1880 • Ottawa (613) 563-1880

Crédit Foncier

FIDUCIE CREDIT FONCIER

Institution agréée. Régie de l'assurance-dépôts du Québec • Membre Société d'assurance-dépôts du Canada

LE 1180 DRUMMOND

BUREAUX À LOUER

L'emplacement idéal pour votre bureau: coin Dorchester, voisin du Centre Sheraton et du nouvel édifice du Groupe La-Laurentienne. Accès facile par métro et autoroutes.
Étage type: 9950 pi car. • Rez-de-chaussée: 4500 pi car. Stationnement intérieur disponible.
Renseignements: 878-1573
«courtiers protégés»

VOILÀ LE PRESTIGIEUX "1600"

1600 ouest, boul. Henri-Bourassa (près l'Acadie)
ÉDIFICE À BUREAUX DE CLASSE A

Venez vous joindre à nos renommés locataires tels que Multi-Marques, Canada-Vie, etc...

C'est l'occasion d'emménager au 1600 à des prix avantageux grâce à une sous-location de 3,276 pi car. coin nord-ouest au 5e étage.

AUTRE DISPONIBILITÉ
1,700 pi car. coin sud-est au 3e étage et au rez-de-chaussée
2 locaux de 1,000 et 800 pi car.

Pour de plus amples renseignements,
Marie Lachapelle-Weiner 336-1811
BIENVENUE AUX COURTIERES
LA CORPORATION D'INVESTISSEMENT RODICAN LTÉE

ÉCONO-FLASHES

ANDRÉ CHÉNIER

Vers un freinage de la croissance ?

■ Selon «l'Ecoindicateur», indice composé de sept indicateurs économiques que la Banque Royale publie huit fois par an, il se pourrait fort bien que les taux d'intérêt relativement élevés, l'augmentation des taxes et la chute récente des prix du pétrole freinent la croissance de l'économie canadienne pour le reste de l'année. Une estimation fondée sur des données préliminaires avait indiqué une progression de l'économie à un rythme annuel de 0,7 p. cent 1986 mais, d'après des chiffres révisés, «l'Ecoindicateur» de la Royale a progressé à un rythme annuel de 0,6 p. cent au dernier trimestre de l'an dernier et se situe maintenant à 101,35 (base 100 en 1971). Quatre des sept indicateurs ont progressé à la fin de 1985. Des gains ont été enregistrés pour la masse monétaire (corrégée de l'inflation) et pour l'indice qui préfigure la situation sur les marchés des biens de consommation durables. Mais les indices de la construction domiciliaire et de la moyenne hebdomadaire des heures de travail ont légèrement régressé après avoir réalisé des gains importants aux trimestres précédents.

Mills veut fractionner ses actions

■ Bay Mills, d'Oakville, en Ontario, a terminé le premier semestre de son exercice 1986 le 31 janvier avec un bénéfice net de \$1 909 000 ou 60 cents par action sur un chiffre d'affaires de \$35,7 millions. Pour la même période, à l'exercice précédent, la compagnie, avait enregistré un bénéfice net de \$1 387 000 ou 42 cents par action sur des revenus de \$28,9 millions. Le conseil a prié les actionnaires de procéder, le 22 mai prochain, au fractionnement des actions à trois pour une. Il a aussi déclaré un dividende augmenté qui, de 8 cents par action, passe à 9 cents par action. Ce dividende sera payé le 12 juin aux actionnaires inscrits au 29 mai.

L'assurance-auto se centralise à Sherbrooke

■ Tous les services de la Régie de l'assurance-automobile à Sherbrooke sont maintenant concentrés dans un centre administratif situé au 969 est, rue King. La population de l'Estrie pourra ainsi obtenir, sous un même toit, tous les services concernant l'immatriculation des véhicules, le permis de conduire et la réadaptation des personnes blessées dans un accident de la route. C'est également au même endroit que les victimes d'accident d'auto obtiendront leur formulaire de demande d'indemnité.

L'indice des prix baisse aux USA

■ L'indice désinflationniste des prix à la consommation aux USA est tombé dans les régions urbaines en février, pour la première fois depuis décembre 1982. L'IPC, qui avait monté de 0,3 p. cent en janvier, est en effet tombé de 0,4 p. cent pour s'établir à 323,2 en février. La chute des prix de l'essence et celle des aliments a contribué à cette baisse. La diminution de 0,4 p. cent était identique à celle de novembre 1953 et la plus importante depuis juillet 1949, mois où l'IPC avait chuté de 0,9 p. cent. Entre-temps, le secrétariat au Commerce a fait savoir que les manufacturiers américains ont reçu, en février, pour \$107,9 milliards de nouvelles commandes de biens durables, ce qui représente une baisse de \$595 millions ou 0,5 p. cent par rapport à janvier.

Toyota vend ses actions dans Lotus

■ La compagnie japonaise Toyota Motor a décidé de vendre ses 3,77 millions d'actions du Groupe Lotus PLC, soit 21,5 p. cent du capital émis de Lotus, pour la somme de 1,27 milliard de yens. L'acquéreur, qui n'a pas été identifié, est une filiale à part entière de General Motors Corp. Toyota avait des intérêts dans la compagnie d'autos britannique depuis 1983 et fournissait à Lotus des pièces telles que transmissions et différentiels depuis 1981.

Interdictions de la CVMQ

■ La Commission des valeurs mobilières du Québec a interdit de négocier jusqu'à nouvel ordre les titres de sept compagnies qui ne se sont pas encore conformées aux exigences de la loi en matière d'information. Les sept émetteurs en question sont: Pension Mutual Fund Ltd.; Fonds Central du Canada Ltée; Keen Industries Ltd.; Coles Book Stores Ltd.; Heritage Group Inc.; Corporation de gestion commerciale et minière et Les Industries Modico Ltée.

Hiram Walker se défend contre Gulf

■ Hiram Walker Resources, qui fait l'objet d'une offre de mainmise non sollicitée de la part de Gulf Canada, s'est assurée d'un crédit à terme de \$2,50 milliards (canadiens) auprès d'un groupe de banques canadiennes. Hiram Walker a également fait savoir hier elle s'était adressée aux tribunaux pour faire obstacle à l'offre de Gulf Canada.

Démission à Canada Southern Petroleum

■ Alléguant un «manque d'assurance suffisante pour les membres du conseil», deux membres du conseil de Canada Southern Petroleum, de Calgary, ont démissionné. Canada Southern a fait savoir que le mandat de David Goodwill devait expirer en 1993 et celui de l'autre démissionnaire, James S. Brown, devait prendre fin en 1990. La compagnie n'a pas encore désigné leurs remplaçants.

Précisions sur les nouvelles obligations

■ Le ministère fédéral des Finances a fait connaître hier certaines modalités de la nouvelle émission d'obligations du Canada en quatre tranches, au montant de \$1,1 milliard, obligations non rachetables avant l'échéance. Les obligations à 9,25 p. cent échéant le 15 avril 1989 sont cotées à 100 p. cent, pour un rendement d'environ 9,25 p. cent à l'échéance; les obligations à 9,25 p. cent échéant le 1er mars 1991 sont cotées à 100,25 pour un rendement d'environ 9,18 p. cent à l'échéance; les obligations à 9,25 p. cent échéant le 1er mai 1996 sont cotées à 99,75 pour un rendement de 9,29 p. cent à l'échéance; enfin, les obligations à 9,5 p. cent échéant le 1er juin 2010 sont cotées à 100,50 pour un rendement de 9,44 p. cent à l'échéance. Il semble que ces titres se soient vendus rapidement.

Le Trust Général modifie ses taux d'intérêt

■ Le Trust Général du Canada a annoncé hier des modifications à ses taux d'intérêt sur dépôts. Pour les dépôts de 30 à 59 jours, l'intérêt payé sera de 9,25 p. cent; pour les dépôts de 60 à 364 jours, l'intérêt sera de 9 p. cent; pour les dépôts de 18 mois (seulement), il sera de 9%; pour les dépôts d'un an, l'intérêt annuel sera de 9 1/2 p. cent; enfin, pour les dépôts de deux ans, il sera de 9 3/4 p. cent.

Expansion à la Pourvoirie Aquila

■ La Pourvoirie Aquila Inc., de l'île d'Anticosti, a obtenu de la Société de développement industriel du Québec la garantie d'un prêt de \$255 000 pour l'expansion de son entreprise, notamment la construction et l'agrandissement de bâtiments ainsi que l'acquisition d'équipement. Aquila Inc., dont les activités sont presque exclusivement reliées à la chasse, exploite depuis 1983 le territoire nommé Cap de La Table à l'île d'Anticosti. Dans le cadre également du programme de financement des entreprises, le Centre coopératif de loisirs et de sports du Mont-Orignal, au Lac-Etchemin, qui regroupe quelque 334 sociétaires, reçoit de la SDI la garantie d'un prêt de \$318 300 et une protection contre la hausse du taux d'intérêt. L'investissement a permis, jusqu'ici, d'améliorer une piste de ski alpin, d'acquies une nouvelle remontée mécanique et d'éclairer trois pistes. Par ailleurs, le ministre du Tourisme, Yvon Picotte, a annoncé que l'Hostellerie de la Rive gauche Inc., de Beloeil, investira \$1 750 000 dans le développement de l'entreprise et bénéficiera d'une aide financière de \$437 500. MM. Michel Aubriot et Bernard Mome, propriétaires de l'Hostellerie Les Trois Tilleuls, exploitent le restaurant Rive gauche depuis 1984.

Hausse du commerce de gros

■ Déjà en hausse de 19,3 p. cent en décembre 1985 par rapport à décembre 1984, le chiffre d'affaires des grossistes du Canada s'est accru de 16,4 p. cent en janvier 1986 par rapport à janvier 1985. Selon Statistique Canada, les ventes de bois et de matériaux de construction étaient en hausse de 25,6 p. cent en janvier; celles de machinerie agricole et d'équipement étaient en hausse de 17,8 p. cent tandis que les ventes de tabac, de produits pharmaceutiques et de produits de toilette se sont accrues de 20,7 p. cent. Les stocks des grossistes ont augmenté de 6,4 p. cent en janvier, par rapport à janvier 1985.

Coupez vos frais de courtage de 70%... de 80%... même de 85%

C'EST SIMPLE. TRANSIGEZ AVEC MARATHON BROWN, CHEF DE FILE DU COURTAGE À ESCOMPTES AU CANADA.

Lorsque vous choisissez vos propres placements, vous pouvez réduire vos frais de courtage de 85% chez MARATHON BROWN. Pourquoi payer des commissions exorbitantes pour des conseils dont vous pouvez vous passer? Transigez avec votre courtier à service complet lorsque vous avez besoin de conseils sinon coupez vos frais et maximisez vos gains avec MARATHON BROWN. Les économies réalisables parlent d'elles-mêmes.

COMMISSIONS	500 à 20 \$	1 000 à 15 \$	2 000 à 25 \$
COURTIERS À SERVICE COMPLET*	215 \$	370 \$	740 \$
MARATHON BROWN	55 \$	80 \$	150 \$
ÉCONOMIES en \$	160 \$	290 \$	590 \$
ÉCONOMIES en %	74 %	78 %	80 %

* Selon que l'ordre réalisera ou ne réalisera pas.
Vous pouvez réduire vos coûts élevés d'investissement. Ouvrez un compte chez MARATHON BROWN, le chef de file du courtage à escomptes au Canada.

• Des épargnes énormes • Service professionnel • Service de courtage hors pair

MONTREAL **875-7421** (au Québec, hors de Montréal) 1-800-361-8600

Prrière de me faire parvenir votre dossier 'escomptes véritables'. Je suis intéressé à compte sur marge options REER

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prcs _____
Code postal _____ Tel _____

MARATHON BROWN Edifice Sun Life, 1155, rue Metcalfe, bureau 2160, Montréal, (Québec) H3B 2X8
Bureaux à Toronto, Halifax, Montréal, Calgary, Vancouver.
Marathon Brown et Cie Inc. est une filiale de la Société de valeurs First Marathon Limitée, membre des bourses de Toronto, de Montréal, de l'Alberta et de Vancouver ayant accès à toutes les bourses de valeurs mobilières et d'options aux États-Unis.

ESCOMPTES VÉRITABLES POUR L'INVESTISSEUR AVERTI

DEPUIS QU'YVONNE ET GÉRARD UTILISENT LES ANNONCES CLASSÉES DE LA PRESSE ILS VENDENT RAPIDEMENT!

POUR VENDRE VITE, VITE, VITE IL NOUS FAUT LA PRESSE, HEIN GÉRARD!

Ouais Ouais!

285-7111

LES ANNONCES CLASSÉES

GRAND MARQUIS L.S.86

4 PORTES
AIR CLIMATISÉ
VERROUILLAGE ÉLECTRIQUE
REGULATEUR DE VITESSE
SIÈGES À COMMANDES ÉLECTRIQUES
VOLANT INCLINABLE
RADIO AM/FM AVEC LECTEUR DE CASSETTES
ENJOLIVEURS DE ROUES EN BROCHE
LAVE GLACE ÉLECTRIQUE
MONTRE ÉLECTRONIQUE DIGITALE
ET BEAUCOUP PLUS.

\$ 18,794.*
LOCATION \$407.62 PAR MOIS
COMPTANT REQUIS 1994-31 TERME 48 MOIS
* PLUS TAXE PROVINCIALE

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
AUCUNS AUTRES FRAIS

36 UNITÉS EN INVENTAIRE
NOUS GARANTISSONS LIVRAISON POUR PÂQUES

Ouvert jusqu'à 21h30

Circuit
MERCURY LINCOLN
6300, HENRI-BOURASSA, MONTREAL-NORD
325-4700

LE PÉTROLE À \$ 10 US

L'industrie pétrolière canadienne s'attend à une série de faillites

Le pétrole a commencé à se vendre à \$10 US le baril sur certains marchés mondiaux. Il s'agit là d'une chute dramatique si l'on considère qu'il se vendait à un prix moyen de \$30 le baril, il y a quatre mois à peine.

PIERRE VENNAT

La situation alarme d'ailleurs énormément les petits producteurs de pétrole de l'Ouest du Canada et l'on s'attend, si la situation perdure, à plusieurs faillites retentissantes qui affecteraient énormément l'économie de l'Alberta.

Le directeur de l'Independent Petroleum Association of Canada, Bob Andrews, a prédit qu'à moins d'un revirement rapide de la situation, plusieurs compagnies canadiennes s'effondreraient comme des mouches et celles qui subsisteraient devraient procéder à des mises à pied massives.

Le ministre albertain de l'Énergie, John Zaozirny, quant à lui, place tous des espoirs dans la reprise des travaux de l'OPEP, le 15 avril. Les pays membres de l'OPEP doivent en effet se revoir à cette date pour tenter, une dernière fois, de s'entendre.

C'est le pétrole brut de Dubaï, un petit État arabe du Moyen-Orient, destiné à être livré en avril prochain, qui s'est vendu

en dessous de \$11 le baril hier, sur les marchés japonais. Les experts japonais croient même que le prix du pétrole vendu dans leur pays pourrait descendre prochainement en bas du \$10 US le baril. Cette opinion est d'ailleurs partagée, à Bahreïn, par les experts gravitant autour des émirats arabes, qui croient que l'exemple de Dubaï pourrait faire bouler de neige.

À Londres, bien que la situation soit, en montant absolu, moins dramatique, l'indice de l'International Petroleum Exchange (IPE), qui calcule la moyenne quotidienne du prix du pétrole dans le monde, a atteint un plancher record, termi-

nant la journée à \$12,01. Le plancher record était jusqu'ici de \$12,34, le 6 mars dernier.

Quant au plafond record, il avait été atteint le 22 novembre 1985, il n'y a pas six mois, alors que le baril de pétrole brut se vendait \$30,64.

Depuis que les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont échoué, lundi, dans leur tentative de s'entendre pour plafonner la production et sur un prix de base commun, non seulement les prix fléchissent-ils mais chaque pays producteur semble avoir adopté la position du «chacun pour soi» sur les marchés internationaux.

Ronalds investit \$ 10 millions dans son imprimerie à Rivière-des-Prairies

Le groupe Ronalds-Fédérée, une filiale d'Entreprises Bell Canada, investira \$10 millions dans son imprimerie de Rivière-des-Prairies.

MICHEL GIRARD

C'est ce qu'a annoncé hier M. Gaston Roberge, directeur général de l'imprimerie Ronalds de Montréal et vice-président exécutif de l'Est du Canada du groupe Ronalds-Fédérée.

Cet important investissement permettra de moderniser les

équipements d'imprimerie et d'accroître l'efficacité de l'usine en centralisant tous les services dans les nouvelles installations de Rivière-des-Prairies.

Il s'agit d'un projet comportant deux volets: ajout, au coût de \$4 millions, d'une annexe de 80 000 pieds carrés à l'imprimerie de Rivière-des-Prairies et achat et installation, au prix de \$6 millions, d'une nouvelle presse de haute technologie.

En plus de sa nouvelle usine de Rivière-des-Prairies, Imprimerie Ronalds possède également une vieille usine sur l'ave-

nue du Parc, à Montréal. Cette vieille usine vient d'ailleurs d'être vendue. Mais Imprimerie Ronalds continuera de s'en servir pour poursuivre l'impression et la reliure des annuaires téléphoniques.

La construction de l'annexe de 80 000 pieds carrés permettra à Imprimerie Ronalds de doubler la surface de sa nouvelle usine de Rivière-des-Prairies. Tous les services administratifs auront dorénavant pignon sur rue à Rivière-des-Prairies.

Le Groupe Ronalds-Fédérée a réalisé l'an dernier un chiffre

d'affaires d'environ \$500 millions, ce qui le classe parmi les plus gros imprimeurs canadiens. Les effectifs de l'entreprise dépassent légèrement les 5 000 employés, dont près du tiers au Canada et le reste aux États-Unis. La compagnie emploie quelque 500 personnes au Québec.

L'entreprise a déménagé son siège social, de Montréal à Toronto, il y a huit ans.

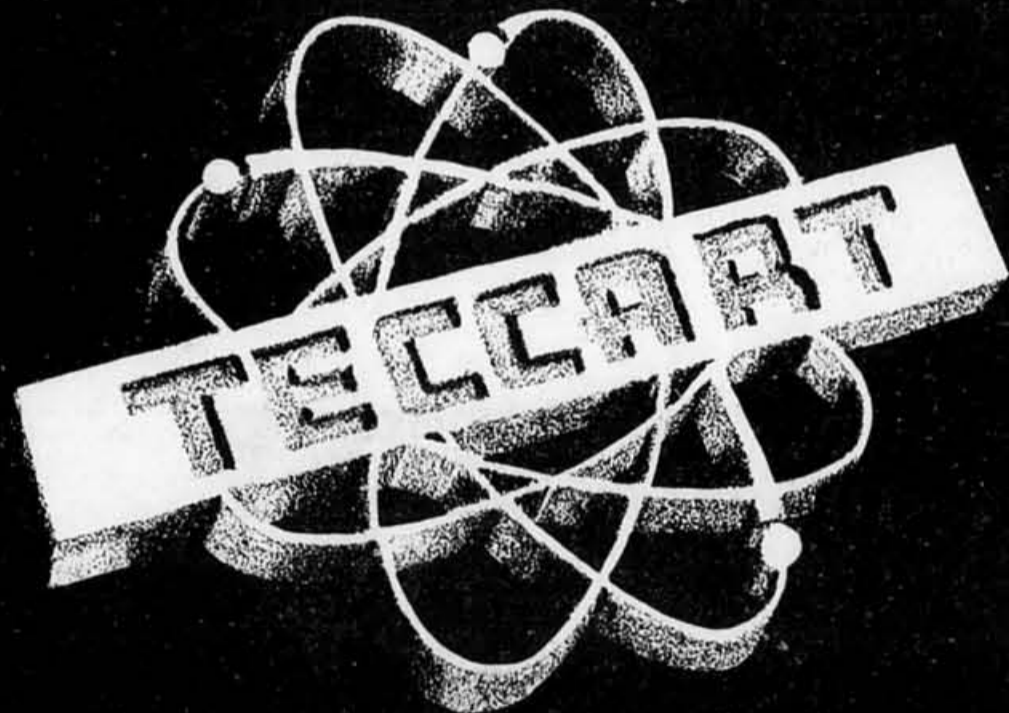
Au nombre des publications que le groupe Ronalds-Fédérée imprime, on retrouve: des annuaires téléphoniques, *Reader's Digest*, *Time Magazine*, *Protégez-vous*, *Justice*, *City Women*, *Maxim*, *Attenzione*, *Canadian Living*, *Madame au Foyer*, etc.

La société imprime également un grand nombre de catalogues, des livres de poche, des encarts publicitaires, des étiquettes, des rapports financiers, des documents gouvernementaux, etc.



Devant la maquette de l'expansion de l'imprimerie de Ronalds: Charles C. Cavell (président), André Demers (responsable de l'impression) et Gaston Roberge (vice-président exécutif de l'Est du Canada). Photo Pierre McCann, LA PRESSE

40 ANS DE FORMATION EN ÉLECTRONIQUE



SESSION D'INFORMATION

SAMEDI 5 AVRIL
9 h 00 à 12 h 00

AU COLLÈGE
(MÉTRO PRÉFONTAINE)

RENCONTRE AVEC LES REPRÉSENTANTS DU COLLÈGE

COURS RÉGULIERS DE JOUR

- D.E.C. EN ÉLECTRONIQUE (243.03) DU M.E.S.S. Programme enrichi de plusieurs ajouts
- D.E.C. EN TECHNOLOGIE DE SYSTÈMES ORDINÉS (247.01) Fondement de la robotique, allie l'électronique et l'informatique
- COURS INTENSIF DE 2 ANS (243.03) Pour les détenteurs d'un D.E.C. ou presque.

ENCORE CETTE ANNÉE, NOS DIPLÔMÉS TRAVAILLENT

INSTITUT TECCART INC. 3155 Hochelaga, Montréal H1W 1G4 (514) 526-2501

VOS IMPÔTS

Comment le budget Wilson touche les entreprises (suite)

■ Nous continuons cette semaine à énumérer les principales mesures du dernier budget fédéral qui touchent les corporations.

LUCIE HÉTUE

c.a.de Caron Bélanger, Clarkson Gordon

Crédits d'impôt à l'investissement: Comme le démontre le tableau, même si les dispositions actuelles relatives à ces crédits s'appliqueront pour le reste de 1986, une période de suppression graduelle échelonnée sur deux ans est proposée pour toutes les dépenses et acquisitions actuellement admissibles à un crédit de 7% ou 10%. Certains investissements et certaines activités admissibles ne seront pas touchés. Le crédit de 35% sur la première tranche de 2000000\$ de dépenses courantes de recherche et développement engagées par les petites entreprises demeurera entièrement remboursable après 1988.

Le crédit spécial de 50%, disponible dans des centres désignés pour des biens amortissables servant à des activités de fabrication et de transformation, sera réduit de 40% pour les acquisitions ultérieures à 1986.

La date d'expiration relative au remboursement des crédits sera reportée de la fin avril 1986 au 31 décembre 1988. Les crédits inutilisés et acquis dans l'année pour des dépenses ou acquisitions admissibles faites au plus tard le 31 décembre 1988 demeureront remboursables au taux de 40% pour certaines petites entreprises, entreprises non constituées et activités désignées du Cap-Breton, et au taux de 20% pour toutes les autres corporations.

Comparaison des taux de crédit d'impôt à l'investissement

Bâtiments et équipement admissibles	(en % des investissements admissibles)			
	Actuels	1987	1988	1989
- crédits généraux	7%	5%	3%	0%
- régions désignées	10%	7%	3%	0%
Biens servant à des activités de fabrication et de transformation dans les régions prescrites	50%	40%	40%	40%
Recherche et développement	20%, 30%, 35%		Inchange	
Region de l'Atlantique	20%		Inchange	
Cap-Breton	60%		Inchange	

Sociétés en commandite: Comme prévu, M. Wilson a annoncé de nouvelles règles sur la fraction à risques des sommes investies en vue d'empêcher les investisseurs dans une société en commandite de réaliser des avantages fiscaux dont la valeur est supérieure aux montants investis dans la société.

Ces règles limiteront les pertes d'entreprise et les crédits d'impôt à l'investissement qu'un investisseur peut réclamer (fraction à risques). Lorsqu'une perte n'est pas déductible en vertu de ces règles, elle pourra être déduite ultérieurement jusqu'à concurrence de la participation de l'investisseur dans le revenu de la société au cours des années pertinentes. Le solde des pertes sera ajouté au prix de base rajusté de la participation de l'investisseur.

La fraction à risques exclut tout apport de capital impayé et tout montant directement ou indirectement garanti contre les pertes (sauf s'il l'est par une garantie de recettes relatives à une production cinématographique portant visa), et est réduite par tout montant que l'investisseur ou une personne liée doit à la société.

La fraction à risques d'un second acheteur sera égale au moins élevé de son coût réel et de la fraction à risques de l'investisseur (vendeur).

Ces règles s'appliquent aussi aux sociétés ordinaires qui bénéficient dans les faits d'une limitation des responsabilités analogue à celle d'une société en commandite.

Actions accréditives: Un investisseur qui engage des dépenses relativement aux ressources naturelles, en contrepartie d'actions, risque actuellement d'être tenu responsable de réclamations par des tiers. M. Wilson propose un mécanisme selon lequel les investisseurs souscriront à des actions d'une corporation minière ou pétrolière et gazière qui consentira à utiliser les fonds pour engager des dépenses à l'égard de ressources canadiennes dans un délai prescrit. La corporation pourra renoncer à ces dépenses en faveur des investisseurs. Ces dépenses seront réputées engagées par les investisseurs et non par la corporation. Dans certains cas, les dépenses d'exploration d'une corporation minière au stade de développement engagées dans les 60 jours après la fin d'une année civile seront réputées engagées par les investisseurs avant la fin de l'année. Les nouvelles règles s'appliqueront aux ententes conclues après février 1986; les règles actuelles relatives aux actions accréditives continueront de s'appliquer pour les ententes conclues avant 1987.

Conclusion: C'était un aperçu des mesures touchant les corporations. Elles n'ont pas encore force de loi et il reste à voir si Québec harmonisera sa législation en conséquence. Rien ne se perd, rien ne se crée, le déficit est toujours le même!

Edition: Roger Germain F.C.A.

8 Marquis 1986
SERONT LOUÉS AUJOURD'HUI
Vous pouvez être un des chanceux
\$299 PAR MOIS
AUCUN COMPTANT DEMANDE
(Doit avoir bon crédit)
Circuit
6300, HENRI-BOURASSA, MONTRÉAL-NORD
325-4700

La plus importante place d'affaires à Laval

Établissez vos bureaux dans le secteur d'affaires le plus dynamique à ville de Laval: PLACE LAVAL, à l'angle des boulevards Saint-Martin et des Laurentides.

LOUEZ MAINTENANT INFORMEZ-VOUS AU **384-1260**

■ Vastes espaces de bureaux prestigieux où toutes vos idées d'aménagement peuvent être réalisées, sans restriction.

■ Éclairage naturel de tous les côtés.

■ Tous les services connexes déjà en place: banques, boutiques spécialisées, restaurant, etc.

■ Ascenseurs et blocs de services localisés au centre de l'édifice.

■ Chacun des 6 étages compte 1672m² (18 000 pi²).

■ 1250 espaces de stationnement dont 200 espaces intérieurs.

■ Bâtiments communicants.



Place Laval - PHASE 4

2, place Laval, bureau 200, LAVAL (Québec), CANADA H7N 5N6 BÉLINO ET TÉL.: (514) 384-1260 TÉLÉX: 05-25469 TÉLÉG: GENDLEFEB

Intéressantes découvertes d'or près de Schefferville

Des recherches menées par le ministère québécois de l'Énergie et des Ressources ont mené à la découverte près de Schefferville, de minéraux à très haute teneur d'or.

PIERRE GINGRAS

Les résultats de ces analyses viennent d'être divulgués.

La nouvelle a d'ailleurs eu des répercussions immédiates puisque deux compagnies d'exploration minière de Québec, Vior et Mazarin, ont uni leurs efforts et obtenus des droits de faire des recherches plus poussées dans cette région nordique dès cet été. Les deux firmes comptent investir \$500 000 dans ce but. «Les résultats démontrent des teneurs d'or anormalement élevées dans les sédiments de lacs, a expliqué pour sa part le président de Mazarin, M. Régis Lebeaume. C'est très prometteur».

Selon M. Lebeaume, l'avantage de la découverte réside dans le fait que les relevés les plus intéressants ont été effectués sur une surface de 5 km², située près d'une route minière de la compagnie Iron Ore. La proximité de cette route et de transport ferroviaire jusqu'à Schefferville permettra de faire de l'exploration à un coût beaucoup moins



élevée qu'en temps normal où il faut utiliser régulièrement l'avion et l'hélicoptère pour transporter l'équipement.

Un porte-parole de l'Iron Ore, la compagnie qui exploitait des mines de fer à Schefferville jusqu'en 1982, a d'ailleurs confirmé à LA PRESSE avoir pris connaissance des analyses du ministère il y a deux jours. Elle n'est cependant pas intéressée par la recherche d'or.

Pour sa part, le directeur de la recherche géologique au ministère de l'Énergie et des Ressour-

ces, M. Jean-Louis Caty, a confié que les résultats des analyses de sédiments de fonds de lac avaient révélé des teneurs de 0,94 à 18 grammes d'or à la tonne, ce qui est exceptionnel dans ce genre d'études préliminaires. Toutefois, seuls des forages et des recherches plus approfondies pourront confirmer l'existence de dépôt d'or dans la région. Considérées comme «très intéressantes» par M. Caty, ces données sont venues confirmer des analyses de minéraux de surface faites en 1984, a-t-il dit.

D'autres compagnies se sont d'ailleurs montrées intéressées à poursuivre des travaux d'exploration dans cette région mais le ministère ne peut révéler leurs noms pour l'instant.

Réputée pour ses réserves considérables de fer, la région de Schefferville n'a pas fait l'objet de beaucoup de recherches minéralogiques dans le passé. La compagnie Iron Ore a fait des découvertes de métaux intéressantes à environ 250 milles au nord-est de la ville depuis 1982 mais leur exploitation ne serait pas rentable avant le tournant du siècle. Plus près de la ville, on a aussi découvert des dépôts de cuivre il y a plusieurs années mais, là encore, le marché mondial ne peut en justifier l'exploitation.

Le libre-échange ne mettra pas le Canada à l'abri de poursuites

La négociation d'un traité de libre-échange avec les États-Unis ne mettra pas nécessairement les entreprises canadiennes à l'abri des poursuites devant la Commission du commerce international des États-Unis, a indiqué hier sa présidente, Mme Paul Stern, dans un discours devant le Centre de commerce mondial de Montréal.

MIVILLE TREMBLAY

De la Presse Canadienne

Le Dr Stern s'est bien gardée de présumer du résultat, ou de donner quelque conseil que ce soit aux négociateurs américains et canadiens, qui bientôt vont s'atteler au dossier de la libéralisation des échanges commerciaux entre les deux pays.

Elle a tenu toutefois à remarquer que dans le traité de libre-échange, que les États-Unis ont conclu récemment avec Israël, «le Congrès, pour des raisons diplomatiques, politiques et économiques, n'a même pas considéré l'immunité pour Israël en ce qui concerne les droits compensateurs et les mesures anti-dumping de notre loi, comme faisant partie de l'accord sur le commerce bilatéral.»

La question peut devenir importante, car comme le note Mme Stern, qui cite M. Charles Doran, un spécialiste de Washington en études canadiennes, «les supposées discussions de libre-échange ne traitent pas tellement de la libéralisation des échanges entre les États-Unis et

le Canada, que des moyens pour réduire la vulnérabilité mutuelle de notre souveraineté respective sans sacrifier les bénéfices qui proviennent des niveaux existants des investissements et du commerce.»

En matière de vulnérabilité, Mme Stern en connaît plusieurs chapitres, car c'est devant son organisme, mieux connu sous son appellation anglaise de U.S. International Trade Commission (ITC), qu'ont ces dernières années, défilé à tour de rôle les industries canadiennes du bois de sciage, du porc, du poisson, des tuyaux d'acier, du sel ainsi que les producteurs de pommes de terre et de framboises.

Malgré les apparences, l'ITC n'est pas un organisme international, mais une agence quasi-judiciaire américaine, indépendante du Congrès et du président. Son rôle, qui est analogue à celui du Tribunal canadien de l'importation, est d'agir comme arbitre impartial dans les disputes portant sur les importations américaines, particulièrement le dumping et les subsides.

Grossièrement, lorsqu'une entreprise ou un syndicat américain dépose une plainte devant la Commission, cette dernière fait enquête et tient des audiences où sont conviées toutes les parties.

Si la plainte dénonce des pratiques déloyales (subsides, dumping) selon le code du GATT, et si la Commission constate que ces pratiques ont causé un préjudice matériel à l'industrie américaine, alors le département du

Commerce va facilement imposer des droits compensatoires.

Si la requête demande une protection temporaire, invoquant la clause d'échappatoire du GATT, contre des importations qui sont par ailleurs tout à fait légales, alors la Commission doit déterminer si ces dernières ont causé un préjudice grave à l'industrie américaine. Le cas échéant, elle recommande des mesures protectionnistes et le président dispose de 60 jours pour en disposer comme bon lui semble; dans le passé récent, il s'est montré peu réceptif aux demandes de protection.

Comparativement à plusieurs autres pays, le Canada s'est très bien tiré de ce méandre, soutient Mme Stern: «Durant les six dernières années, les exportateurs canadiens ont gagné beaucoup plus qu'ils n'ont perdu. Depuis 1980, la Commission a constaté un préjudice dans un cas de droits compensatoires sur neuf, et a porté jugement contre des entreprises canadiennes dans seulement quatre cas d'anti-dumping sur vingt.

Datagram met au point une nouvelle gamme d'appareils

Le projet créera 35 postes de chercheurs à Boucherville

Le fabricant de produits informatiques Datagram, de Boucherville, a entrepris de mettre au point une nouvelle génération d'appareils hautement sophistiqués, utilisés pour la transmission de données par les lignes téléphoniques.

JACQUES BENOIT

Le projet nécessitera des investissements d'environ \$3 millions d'ici la fin de 1988, et il entraînera la création de 35 postes de chercheurs, plus 51 autres pour la fabrication, a indiqué le président et chef de la direction de Datagram, M. Pierre Pharand, dans une interview à LA PRESSE.

Datagram recevra dans ce but une subvention d'un peu plus de \$945 000 du ministère de l'Expansion industrielle régionale, dont une partie (\$354 000) est un prêt sans intérêt.

Et le produit?

La firme a déjà mis sur le marché, l'automne dernier, un premier appareil du genre, baptisé *Steamer* (à cause du tout-puissant marché américain), appareil qui est... un multiplexeur statistique doublé d'un compresseur de données!

Autrement dit, explique M. Pharand, un appareil permettant: primo, à plusieurs opérateurs de terminaux d'être reliés à un ordinateur par la même ligne téléphonique —des lignes spéciales, appelées *lignes dédiées* dans le jargon du milieu de l'informatique—; et, secundo, la transmission d'une masse de données de deux à trois fois plus grande que dans les

conditions habituelles (c'est la compression).

Tout cela, précise le PDG, autant pour l'appareil existant que pour celui qui viendra, dans la ligne de conduite de la firme, qui est de fabriquer un produit à peu près exclusif, le seul autre fabricant étant, dit-il, Symplex, de Chicago: «Parce que quand tout le monde fabrique le même produit, il y a érosion des prix. Mais nous, nous avons pu augmenter les nôtres l'an passé aux États-Unis.»

L'autre produit fabriqué par Datagram est un convertisseur de protocoles pour ordinateurs Burroughs, autrement dit un *bidule* grâce auquel on peut relier un ordinateur Burroughs et des terminaux d'autres marques.

Les résultats

Employant 70 personnes à son usine —d'une parfaite propriété— de Boucherville, plus 15 autres dans les huit points de vente canadiens et américains, Datagram a réalisé un chiffre d'affaires de \$5,9 millions en 1985 (+ 88 p. cent par rapport à 83) et un bénéfice net de \$759 000 (+ 77 p. cent). Prévisions pour 1986: \$8,2 millions de chiffre d'affaires, et un bénéfice net de \$600 000, baisse qu'explique, dit le PDG, un investissement de \$600 000 dans l'ouverture récente de quatre nouveaux bureaux de ventes —Atlanta, Dallas, San Francisco et Toronto. «Je prévois une hausse annuelle de 30 à 40 p. cent du chiffre d'affaires, pour les trois ou quatre prochaines années, affirme-t-il. Et je suis conservateur!»

Datagram est une société inscrite à la cote de la bourse, qui a fait une première émission REA en 1984.

8 Marquis 1986
SERONT LOUÉS AUJOURD'HUI
Vous pouvez être un des chanceux
\$299 PAR MOIS
AUCUN COMPTANT DEMANDE
(Doit avoir bon crédit)
Circuit Mercury
4300, HENRI-SOUBASSA
MONTRÉAL-NORD
325-4700

GROUPE PHARMACEUTIQUE FOCUS Inc.



André Lemaire



Jacques Dubois



Emmanuelle Collin

M. Louis Brunel, Président et chef de la direction du GROUPE PHARMACEUTIQUE FOCUS INC. est heureux d'annoncer les nominations suivantes au sein du conseil de direction:

M. André Lemaire a été nommé Vice-président exécutif, responsable des opérations des filiales et des divisions de Focus. Avant de se joindre à l'entreprise, monsieur Lemaire a occupé plusieurs postes de haute direction pour la SOCIÉTÉ DES ALCOLS DU QUÉBEC et pour STANDARD BRANDS.

M. Jacques Dubois s'est joint récemment à Focus à titre de Vice-président, finances. Auparavant, monsieur Dubois occupait le poste de Vice-président, contrôle, pour la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC. Monsieur Dubois a également assumé plusieurs postes importants en gestion au sein d'entreprises manufacturières et de distribution.

Mme Emmanuelle Collin occupe le poste de Vice-présidente, affaires publiques. Madame Collin possède plusieurs années d'expérience dans le domaine des relations publiques. Avant de se joindre à Focus, elle fut directrice des affaires publiques pour JOHNSON & JOHNSON INC. et pour le COMITÉ ORGANISATEUR DES JEUX OLYMPIQUES. Le GROUPE PHARMACEUTIQUE FOCUS INC. est une entreprise de gestion dont les filiales oeuvrent principalement en fabrication, distribution et services aux pharmacies dans l'est du Canada.

BARCLAYS EN SUISSE.

Suite à l'annonce de la vente par le groupe Barclays de sa participation dans Barclays Bank (Suisse) SA, Barclays Bank PLC a le plaisir de vous faire part de la création de sa nouvelle filiale à part entière:

BARCLAYS BANK SA

Le siège social est situé à Genève, avec des succursales à Zurich (anciennement succursale directe de Barclays Bank PLC Londres) ainsi qu'à Genève et à Lugano. La nouvelle banque offrira des services dans le domaine de l'investissement et des opérations commerciales.

Pour de plus amples informations sur les activités de Barclays en Suisse, prenez contact avec l'une des succursales suivantes.

Zurich

Talacker 41, P.O. Box 5172,
8022 Zurich.
Directeur: Ian Scholey
Tél: (01) 221 13 35.
Télex: 813100.

Genève

10, Rue d'Italie, P.O. Box 135,
1211 Genève 3.
Directeur: Alan Daines
Tél: (022) 286550/286159/
286435.
Télex: 423247.

Lugano

Via Marconi 2,
6901 Lugano.
Directeur: Gabriel Cohen
Tél: (091) 239019.
Télex: 843224.



BARCLAYS

BARCLAYS BANK SA

Les 9 heures de Jean Lapointe

téléthon sur l'alcoolisme

Dimanche 6 avril '86,
14 h à 23 h à

"Je vous invite à vivre un dimanche pas comme les autres... Vous ne le regretterez pas."

Jean Lapointe

Radio Québec



LE GROUPE DESJARDINS
ASSURANCES GÉNÉRALES

CKAC 97.3

la presse

Alcan se départira de certains actifs aux Pays-Bas

Le Groupe industriel hollandais Hunter Douglas N.V., de Rotterdam, a appris d'Alcan que, si les conditions du marché sont satisfaisantes, la société canadienne se propose de vendre sa participation de 21 p. cent dans Hunter Douglas d'ici la fin de l'année, conformément à la politique d'Alcan de se départir d'actifs et investissements qui ne cadrent plus dans ses plans stratégiques.

Alcan, qui vient de vendre dans ce contexte des investissements au Nigeria et en Afrique du Sud, se départirait de la sorte, par voie d'une offre internationale, de 2,64 millions d'actions ordinaires de Hunter Douglas, la majeure partie de ces intérêts étant offerts ailleurs qu'aux Pays-Bas. Swiss Bank Corp. International Ltd. agit comme conseiller dans cette transaction et dirigera le syndicat de vente, de concert avec Pierson, Heldring and Pierson N.V.

Du même coup, Alcan se départira de 2,18 millions d'actions privilégiées de Hunter Douglas N.V., dans une transaction privée avec des actionnaires majoritaires de Hunter Douglas.

Cette dernière se spécialise dans la fabrication et le marketing d'une vaste gamme de pare-fenêtres, de produits de rénovation domiciliaire ainsi que dans des entreprises de produits utilisés en architecture, de machinerie de précision et dans le commerce du métal.

L'an dernier, le Groupe a enregistré un bénéfice net (après impôt) de \$28,2 millions (US) ou \$2,13 (US) par action (après ajustement pour conversion des bons de souscription en circulation), comparativement à \$1,83 (US) par action en 1984. Les actions ordinaires et privilégiées de Hunter Douglas N.V., société-mère du Groupe Hunter Douglas, se négocient à la Bourse d'Amsterdam.

Vidéotron se prépare pour la câblodistribution de l'avenir

Déjà numéro un de la câblodistribution au Québec (683 157 abonnés) et deuxième au Canada, le Groupe Vidéotron entend poursuivre sa poussée et prendre encore plus d'expansion.

JACQUES BENOIT

Cette croissance — déjà en marche — se fera à la fois par l'acquisition d'autres entreprises et la multiplication du nombre d'abonnés des firmes existantes, aux dires de M. Michel Daignault, président de la plus importante des filiales, Vidéotron.

Les chiffres: en moyenne, au Canada, le taux de pénétration de l'industrie est d'environ 75 p. cent, alors qu'au Québec, «on est à un peu moins de 60 p. cent des foyers», disait-il hier dans une interview à LA PRESSE.

Il ajoutait: «On devrait avoir atteint le niveau canadien d'ici cinq ans», le groupe ayant déjà ajouté à son tableau de chasse au Québec, pour les derniers six mois, 61 474 abonnés additionnels.

Côtés achats, Vidéotron, comme on sait, s'est porté acquéreur il y a un mois de QCTV d'Edmonton (Alberta), dont le Groupe a maintenant «52 ou 53 p. cent des actions». Montant de la transaction: dans les \$27 millions, Vidéotron comptant faire

une offre à tous les autres actionnaires lorsque le CRTC aura approuvé la cession de QCTV.

Tout ceci, dit M. Michel Daignault, parce que le concurrent de QCTV à Edmonton, Shaw, fit une offre de \$27 l'action, mais que les principaux actionnaires de QCTV, se refusant de vendre à Shaw, demandèrent à Vidéotron s'il ne voulait pas faire une offre à son tour.

Elle fut faite — \$31 l'action — et acceptée.

«QCTV, qui a 120 000 abonnés, nous donne un point d'ancrage à l'extérieur du Québec, parce qu'on veut prendre de l'expansion en dehors du Québec», dit le président de Vidéotron.

Autre acquisition toute récente, au Québec cette fois et d'vergure beaucoup moindre, celle de Transvision Rive-Sud dont le territoire et les 8 700 abonnés, à Boucherville, étaient enclavés dans la zone Vidéotron.

D'autres sources de revenus

Deux tendances se dessinent en câblodistribution, selon le président de Vidéotron: très nombreuses au Canada («300 à 400»), les firmes s'acheminent vers les regroupements, en même temps qu'approche le jour d'une utilisation beaucoup plus poussée de la câblodistribution.



Photo Michel Gravel, LA PRESSE

M. Michel Daignault, président de Vidéotron: la câblodistribution servira à bien d'autres usages.

Ainsi, dit-il, on pourra traiter par ce moyen avec sa succursale bancaire ou sa caisse pop, avec son courtier, etc. Science-fiction?

«J'ai l'impression que d'ici trois ans, ce genre de service sera en marche sur une base commerciale, répond-il. Déjà, on teste de l'équipement à Brosard.»

Donc, dit-il en substance, il ne faut pas manquer le train dont on voit se dessiner la silhouette à l'horizon. «C'est ça qui va arriver et les câblodistributeurs veulent se positionner dans les grands centres urbains. Ça accroîtra la base des revenus des câblodistributeurs: plus d'abonnés, plus de services, plus de cash flow.»

Pour l'instant, ajoute-t-il, il n'est pas question d'une nouvelle émission d'actions, telle celle de l'automne dernier — une émission REA —, «à \$7,75 l'action alors qu'elles valaient \$14,50 hier à la fermeture».

«On peut faire encore des acquisitions assez importantes sans faire appel au marché», poursuit-il.

Pour le premier semestre, le Groupe Vidéotron a enregistré, comme on sait, des revenus de \$63 089 000 (+16,7 p. cent comparativement à l'année dernière), alors que le bénéfice net a été de \$7 282 000 (+59,6 p. cent), «à cause de nos nouveaux abonnés au Québec.»

Le Canada enregistre un autre surplus dans le commerce d'autos

OTTAWA (CD) — C'est un excédent de \$4,97 milliards (canadiens) que le Canada a enregistré l'an dernier dans son commerce d'autos et de pièces d'autos avec les USA, comparativement à un surplus de \$5,94 milliards en 1984.

Selon Statistique Canada, l'année 1985 a été la quatrième année consécutive où le Canada a enregistré un surplus dans son commerce d'autos et de pièces d'autos avec les USA. Avant

1982, le Canada avait essayé un déficit pendant neuf ans d'affilée.

L'an dernier, le Canada a importé pour \$28,84 milliards d'autos et de pièces d'autos des USA, ce qui représente une hausse de 20,6 p. cent par rapport aux \$23,92 milliards de 1984. De leur côté, les USA ont importé pour \$33,80 milliards d'autos et de pièces d'autos du Canada, soit 13,2 p. cent de plus que les \$29,85 milliards de 1984.

Des fonds pour Desbiens

QUÉBEC (PC) — L'argent de la subvention gouvernementale pour la réouverture de l'usine de Desbiens est disponible dans le budget du ministère des Forêts, a déclaré hier en Chambre le ministre Albert Côté. Le ministre a cependant laissé entendre que ces montants ne figureront plus aux livres du ministère après le 31 mars. «Si des projets sérieux étaient déposés après le 31 mars, nous les étudierons et apporterons notre collaboration pour y trouver une solution», a déclaré M. Côté.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

\$15,000 à 1 MILLION + FINANCEMENT TOUT GENRES Commercial, industriel, crédit bancaire, construction bridge, jour et soir. 334-8115.

ACCEPTATION MEME JOUR IRE, 2E HYPOTHEQUE Résidentiel, commercial, industriel. Crédit via. 253-7100.

ACCEPTATION RAPIDE IRE, 2e hypothèque, résidentiel, commercial, industriel. Aussi fonds disponibles pour commerces. Cronigrid. 327-2954.

ACCEPTATION en 7 jours, 1ere et 2e hypothèques. Caisse Pop. St-René Goupil, 321-2610.

1E, 2ème, balance vente. André Circe crtr, 653-5353.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ABRI FISCAL Immeubles West Island et Rive Sud. Regroupement d'investisseurs. France Savard, 866-2103.

BONS DE BOULOGNE. 3 log. tout béton. \$300,000. 598-4034

CAMIONNEUR indépendant bilinéaire, disponible avec camion diesel fermé 20'. Préndrais contrats: Livraison, transport dans l'intérieur (industries, grossistes, distributeurs, etc. de transport, etc.). Jour-soir: 321-1990 ou 325-8487

CHOMÉDEY, bar-disco, situé sur artère principale. Plus de 100 places. Très bon chiffre d'affaires. Il faut absolument vendre. Très bon investissement. Johnny Fato, 464-1021.

CENTURY 21, AVANTAGE L'EE CRTR

CIE déménagements transport permis \$50,000, 662-3764.

CIE location permis, courts longue distance, \$50,000, 662-3764.

IMPRIMERIE

Nous serions intéressés à nous porter acquéreur d'une imprimerie située à Montréal ou ses environs.

S.V.P. communiquer avec Pierre Larivière au 875-2533 (ext. 33) entre 9h et 17h.

528328 R 710

Compagnie canadienne de fabrication et de distribution ayant un réseau national de vente bien établi parmi grossistes et détaillants en quincaillerie et électricité, boutiques de luminaires et décoration, est à la recherche de nouveaux produits. Sommes prêts à associer ou acquérir. Commerces ayant des difficultés de distribution. Veuillez soumettre vos offres en toute confiance au:

C.P. 215 Succursale Jean-Talon Montréal H1S 2Z4

849764 R 710

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FERAIS à domicile tout genre travail (assemblage, orfèvrerie, etc.) sauf couture. 325-8489, 321-1990.

MANUFACTURIER bas culottes, bas hommes, enfants, ligne complète de bas, recherche concessionnaires avec petit capital pour ouvrir magasins de bas ou détail. Aussi locaux demandés très achalandés pour nos clients. Demandez M. Massicote, 372-4471.

NOUVEAU CONCEPT DEVENIR PROPRIÉTAIRE

Nous vous établissons au complet si vous êtes sérieux et ambitieux d'être à votre compte. Requis: \$5,000 ou plus selon le genre de commerce à établir. Local disponible à St-Jean, St-Eustache et Mascouche. Allen Ross, 676-1062.

OFFRONS sous-contrats en imprimerie. Recherchons prestataires compétents Offset et sérigraphie Presse Caméo 18. Soir Pierre: 256-9698

POSTERS vente liquidation, prix incroyables en gros, grande variété. 488-4963.

PRETONS vendons, capteurs usagés 0 1" ou 4" la copie, 524-6773, machine à macarons \$25 mensuel.

REUNION de gens d'affaires avec compétence et/ou capital et/ou projets. \$10, 388-8727.

Vraiment incroyable

Dirigez votre propre affaire, à temps plein ou partiel, et gagnez jusqu'à \$2,500 par semaine. Avec son nouveau programme, une compagnie établie depuis longtemps à Montréal vous montrera comment. Ce n'est pas le genre de programme immobilier, porte à porte ou autre. C'est entièrement nouveau. Participez au séminaire gratuit d'un soir seulement, au Ramada Inn, 1065, Guy (à l'extrémité) salle St-Laurent, mercredi 26 mars à 20h. Vous ne serez pas déçus!

1986! Votre ANNÉE GAGNANTE. Jusqu'à \$1000 de PROFIT par sem.

Plein temps ou partiel, pas de vente forcée, 8 h. par sem. pour gérer les comptes. ATOUTS: - Belle personnalité. - Etre capable de faire la relation publique. - Apparence soignée. - Auto nécessaire.

METHODE Distribution mise en place avec des chaînes de magasins connus, un service bien accepté dans une industrie de plusieurs millions de dollars. Assistance de la compagnie. Investissement requis \$1,000, financement partiel possible, territoires limités. Gens sérieux seulement. APPELER M. CHARLES 879-1454

FRANCHISE PRODUITS DE BEAUTÉ MAIL CHAMPLAIN

Excellente occasion d'acquies une compagnie établie. Franchise en produits de beauté dans centre commercial à l'épave A.

La personne choisie aura une formation en produits de beauté et sera tournée vers les affaires.

Une chance exceptionnelle à ne pas manquer. Contactez:

M. Braum 342-4223 528371 R 710

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS

ASSOCIE dans le domaine de la vente, très lucratif, investissement de \$2,000. Tél. 521-5003.

DECOUVERTE scientifique extraordinaire. Conditionnement physique sans efforts. 383-6592.

715 SERVICES FINANCIERS

ARGENT avec ou sans hypothèque, prêts divers, rapides, 331-0858.

ARGENT disponible, solde de prix de vente, 1e ou 2e hypothèque pour priorités à revenus, notaire: 661-3131.

ESCOMPTIONS chèques posés avec garantie, 849-0315

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. DENCOL MTG - 342-1356

HYPOTHEQUES SUBVENTIONS OU P.M.E. Pour prêt ou P.M.E., subventions, nous pouvons vous aider. Inf. M. Gilbert. 1-514-625-2488

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

TRAITEMENT DE TEXTES Travaux divers - qualité Service de livraison - 445-6094

718 ARGENT DEMANDÉ

BESON \$50,000, 30% d'intérêts. Projet extraordinaire. 383-6592.

725 TENUE DE LIVRES, DÉCLARATIONS D'IMPÔT

IMPOT, comptabilité, incorporation, demande subvention, 843-6703

INFOPISC INC. comptabilité incorporation et impôt. 376-6373.

LES SERVICES COMPTAB L'EE Tenue de livres, rapports financiers, impôts, fiscalité, en affaires depuis plus de 10 ans, 352-7000.

PIERRE DECARIE comptable agréé, rapports d'impôt, 274-2749

R. GALIPEAU et associés, impôts, tenues de livres, succession, 722-1759, 722-5964.

735 L'IMMOBILIER

AGENTS immobiliers. Commission 90%. Convention à votre mesure. Immi. Polemont 688-7212.



À Montréal, les hommes sont RAFFINÉS

Et ils expriment leur bon goût en s'habillant chez Bovet. Pour le printemps, ils opteront pour le confort classique de notre complet Progress Brand. Un deux-pièces en quadrillé écossais bleu ou gris. Veston droit à 2 boutons et pantalon en tissu 75% laine-20% mohair-5% soie. Tailles courtes 38 à 44, moyennes 38 à 46 et élancées 40 à 46. 395 \$.

Bovet
Le chic... prêt-à-porter

• 4475, boul. Métropolitain Est • Les Terrasses • Centre Rockland • Carrefour Laval • Galeries d'Anjou
Promenades St-Bruno • Fairview Pointe-Claire

Agence de sollicitation téléphonique DEMANDÉE

pour un produit populaire Revenu très intéressant

Pour informations: 276-8575

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS 285-7111 INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013 ANNONCÉS ENCADRÉS 285-7000

NOMINATION À LA BANQUE ROYALE DU CANADA



E.P. Lougheed, C.P., C.R.

La Banque Royale du Canada annonce la nomination de l'honorable E. Peter Lougheed, C.P., C.R., de Calgary, Alberta, à son conseil d'administration. Monsieur Lougheed, premier ministre de l'Alberta de 1971 à 1985, est actuellement associé principal du cabinet d'avocats Bennett Jones de Calgary et Edmonton.

LA BOURSE Baisse de tous les marchés

Les principaux marchés boursiers étaient à la baisse hier. Mais les indices des Bourses de Montréal et de Toronto ont chuté beaucoup plus fortement que les indices de New York.

part clôturé à 1 558,84, en baisse de 22,95 points. Quant à la bourse de New York, l'indice Dow Jones des 30 industrielles n'a reculé que de 4,43 points, pour terminer la journée à 1 778,50.

À l'exception des sous-indices des produits forestiers et du secteur immobilier, tous les autres ont perdu du terrain à la bourse de Toronto.

Parmi les industrielles, Magna International B a perdu 1% à \$30 1/4; Thomson Newspapers A 1% à \$27 1/8; Dofasco 1 1/2 à \$29 1/2; Power Financial 1% à \$4. Falconbridge Ltd a gagné 1/4

à \$25 1/2; General Motors 2 1/4 à \$120 1/2; Chrysler Corp. 2 à \$65 1/2; Logistec A 3/4 à \$9 1/2 et Dattel Industries cinq cents à 70 cents.

Du côté des mines, Rio Algom a cédé 1/2 à \$26 1/2; Golden Knight 3/4 à \$12 1/2 et Echo Bay 1/2 à \$21 1/2. Agnico-Eagle Mines a gagné 1/4 à \$24 1/4 et Teck Corp. B 1/2 à \$25 1/4.

Dans le secteur pétrolier, Scurry Rainbow abandonne 1/2 à \$19; Canada Northwest Energy 1/2 à \$17 et Oakwood Petroleum 40 cents à \$4,50. Total Petroleum North America monte de 1 à \$22 1/2.

Davis quitte son poste de président de l'Alcan

(PC) — Le président du conseil d'administration d'Alcan Aluminium, M. Nathanael Davis, doit quitter son poste cette semaine, rompant ainsi le dernier lien qu'entretenait la multinationale montréalaise avec sa famille fondatrice, affirme une quotienne montréalaise.

M. Davis, qui est âgé de 70 ans, a été une figure dominante au sein de l'entreprise depuis 1947, bien qu'il n'ait pas joué un rôle actif dans les opérations

quotidiennes d'Alcan depuis quelques années.

Alcan, qui n'a pas encore officiellement annoncé le départ de M. Davis du conseil d'administration, a indiqué qu'un successeur ne sera pas nommé avant la réunion annuelle de la firme, jeudi.

La plupart des observateurs croient toutefois que le poste sera confié à M. David Culver, actuellement président et directeur exécutif d'Alcan.

NOMINATION



H.A. MURRAY

David R. McCamus, président de Xerox Canada Inc., est heureux d'annoncer la nomination de H.A. Murray au poste de vice-président du marketing. Cette nomination entrera en vigueur immédiatement.

Ce service de marketing a été créé afin d'offrir un meilleur soutien à la clientèle en regroupant l'ancienne division marketing commerciale et la division marketing clients importants en un seul service de marketing.

De plus, M. Murray sera secondé par les titulaires de trois nouveaux postes dans les domaines du marketing, des clients importants et du soutien et de l'information / systèmes.

M. Murray qui est originaire d'Edmonton en Alberta a occupé divers postes de cadre supérieur à Xerox, dont celui, tout récemment, de vice-président marketing commercial.

Xerox Canada Inc. est un important fournisseur de services, technologie et équipement de bureau et un fabricant de composants de copieurs. Les produits Xerox comprennent copieurs, duplicateurs, machines à écrire, imprimantes électroniques et fournitures et équipement de systèmes de bureau.

BAROMETRE

Statistiques économiques

Table with 4 columns: Category, Dec, Jan, Feb. Rows include PRODUCTION (interior, industrial, exports), EMPLOI, FINANCE, and DONNÉES TRIMESTRIELLES (national accounts, balance of payments).

Table with 4 columns: Category, Dec, Jan, Feb. Rows include LES MÉTAUX (fermeture, cuivre, zinc, aluminium, nickel), L'OR, and CHICAGO (wheat, soybeans, corn).

FONDS MUTUELS

Table with 4 columns: Fund Name, Dec, Jan, Feb. Lists various mutual funds like Am Blue Chip, CIBC Divid, etc.

LES GRAINS

Table with 4 columns: Grain Type, Dec, Jan, Feb. Lists wheat, corn, soybeans, etc.

Advertisement for '8 Marquis 1986' with price \$299/month and 'AUCUN COMPTANT DEMANDE'.

Mars, mois de la nutrition

ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTES

la presse

vous propose les activités suivantes pour explorer en classe, au moyen du journal, le thème de la nutrition.

Les activités sont placées par ordre de difficulté en commençant par la plus simple. Elles sont destinées aux élèves du primaire et du secondaire.

- 1. Les élèves parcourent LA PRESSE pour trouver l'image ou le nom d'animaux qu'on associe généralement au temps de Pâques... 2. Les élèves composent l'une des boîtes à lunch suivantes: la «bonne santé», le «jour de pluie», la «gourmande» ou la «favorite»... 3. Les élèves composent un poème pour Pâques en associant cinq produits alimentaires et cinq mots descriptifs du cahier Alimentation... 4. Les élèves demandent à leurs parents d'encercler dans LA PRESSE tous les produits alimentaires qui n'existaient pas lorsqu'ils avaient leur âge... 5. Tous les personnages des bandes dessinées de LA PRESSE décident d'organiser un grand souper pour Pâques...

Advertisement for 'la presse' educational services, contact Céline Landry at 285-6890.

Advertisement for PRÊTS QUEBECO INC. offering 2nd mortgage and financing services.

Advertisement for FIRST CITY FINANCIAL CORPORATION LTD. featuring Irving Ludmer.

Advertisement for L'OR (gold) prices and market information.

Advertisement for 'Besoin d'un gérant ou d'un professionnel?' with phone number 683-0642.

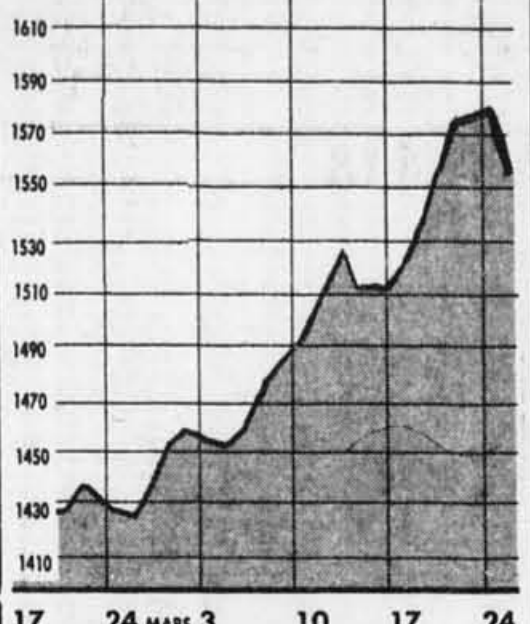
Advertisement for LAVAL ÉDIFICE À BUREAUX, a 76,000 sq ft office building.

ALBERTA

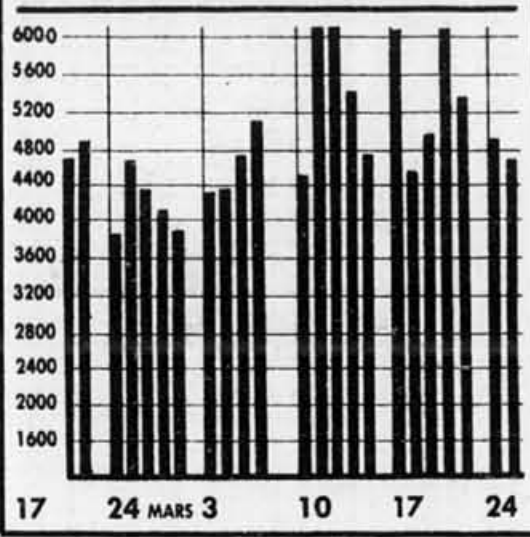
MONTREAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Haut: 1681,70 Fermeture: 1658,84 Bas: 1656,23



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 4 786 000



INDICES A LA BOURSE DE MONTREAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), MINES/METALLURGIE (XCM), HYDRO-CARBON (XCO), and others with their respective values and changes.

NOTES en cents sauf lorsque indiqué \$: f=actions non votantes, a=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock market transactions for Montreal, listing various companies and their trading volumes.

Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock market transactions for Montreal, continuing the list of companies and trading volumes.

Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock market transactions for Montreal, continuing the list of companies and trading volumes.

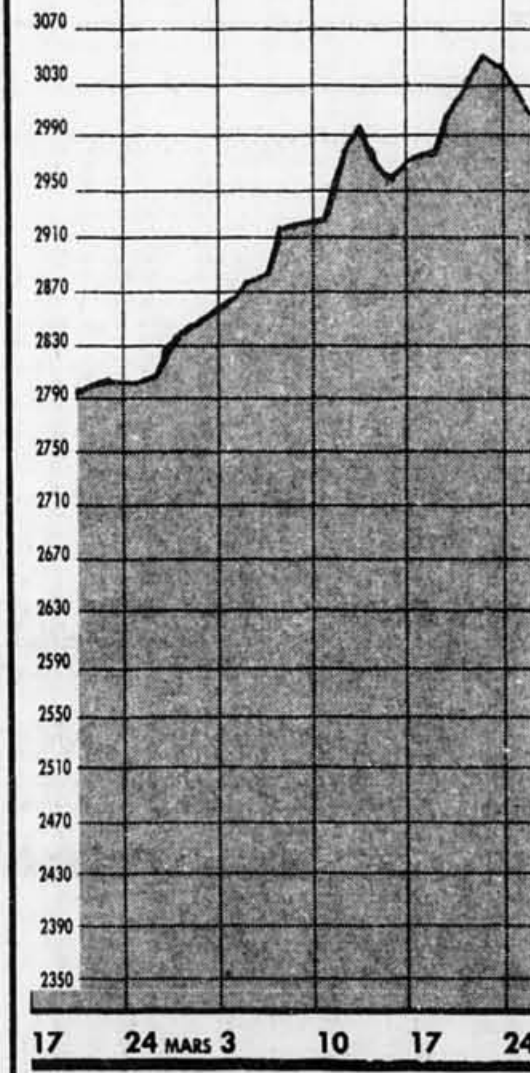
Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock market transactions for Montreal, continuing the list of companies and trading volumes.

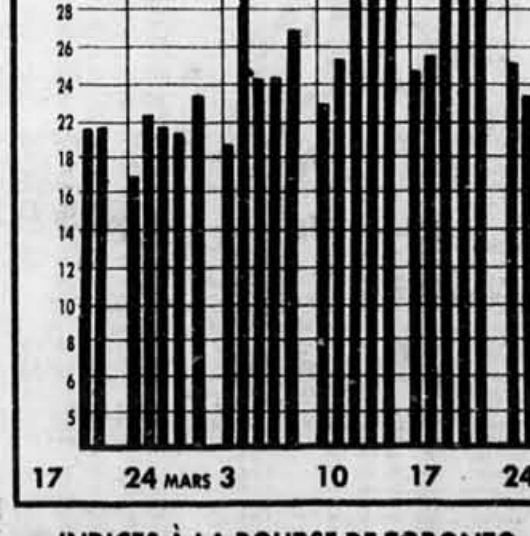
TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Haut: 3038,42 Fermeture: 3012,06 Bas: 3009,19



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 23 970 000



INDICES A LA BOURSE DE TORONTO

Table listing various market indices such as 300/COMPOSE, SERV. FINANCIERS, MINES ET METAUX, and others with their respective values and changes.

Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock market transactions for Toronto, listing various companies and their trading volumes.

Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock market transactions for Toronto, continuing the list of companies and trading volumes.

Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock market transactions for Toronto, continuing the list of companies and trading volumes.

Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock market transactions for Toronto, continuing the list of companies and trading volumes.

ALBERTA

Table of stock market transactions for Alberta, listing various companies and their trading volumes.

LES DEVISES

Table showing exchange rates for various international currencies such as the Dollar, Franc, and others.

LES AURIFERES

Table showing gold prices and other precious metal market data.

L'OR A TERME

Text discussing gold prices and market conditions, including a section on 'MARCHÉ DE WINNIPEG'.

LE DOLLAR

Text discussing the Canadian Dollar market and its performance.

LA DIVISION INTERNATIONALE A MONTREAL

Text advertising international services and products available in Montreal.

Certificat de métaux précieux

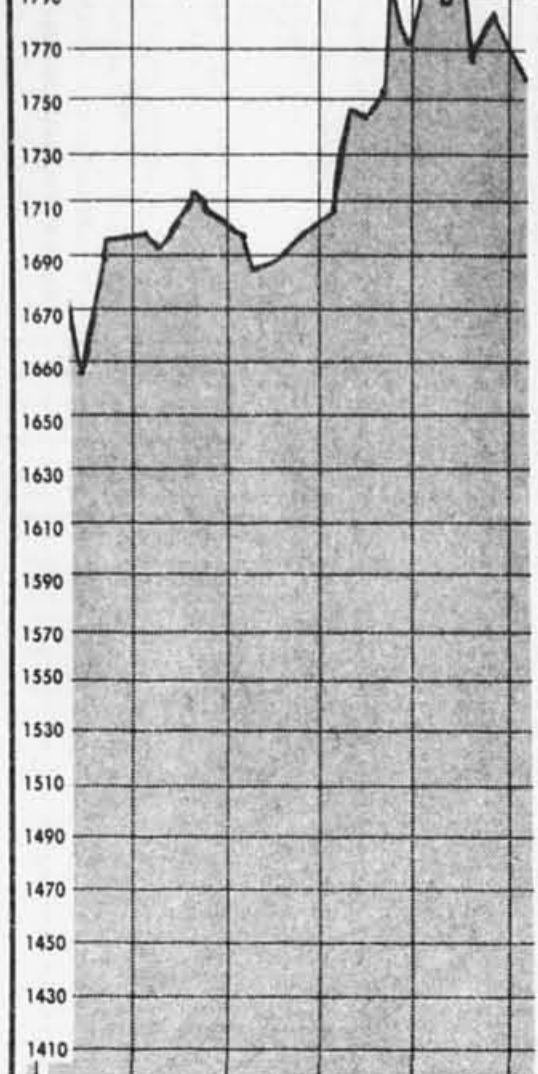
Text providing information about precious metal certificates.

NEW YORK

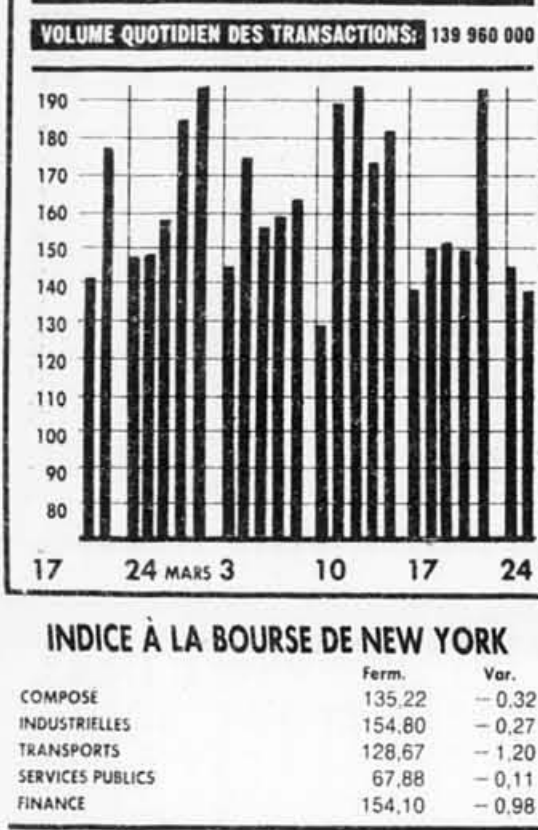
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSE

Haut: 1784,30
Fermeture: 1778,80
Bas: 1762,09

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 139 960 000



INDICE A LA BOURSE DE NEW YORK

COMPOSE 135,22 -0,32
INDUSTRIELLES 154,80 -0,27
FINANCE 154,10 -0,98

Table of stock market data for New York, listing various stocks with their current prices and percentage changes.

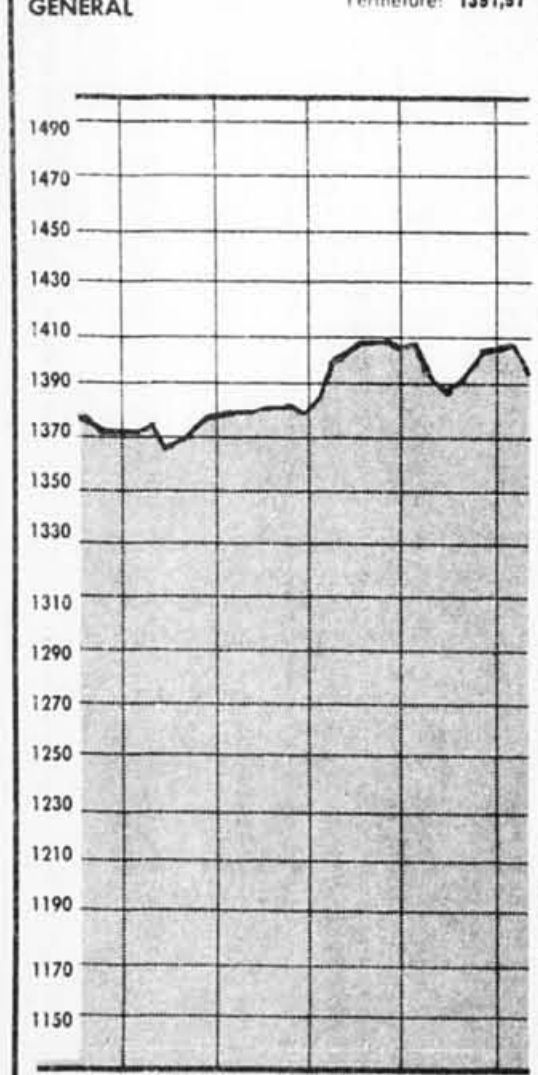
Table of stock market data for New York, listing various stocks with their current prices and percentage changes.

Table of stock market data for New York, listing various stocks with their current prices and percentage changes.

Table of stock market data for New York, listing various stocks with their current prices and percentage changes.

VANCOUVER

INDICE GENERAL Fermeture: 1391,97



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 13 000 000

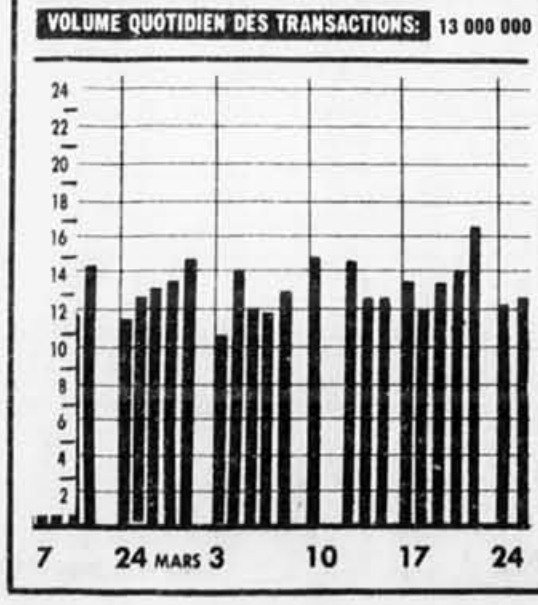


Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks with their current prices and percentage changes.

Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks with their current prices and percentage changes.

Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks with their current prices and percentage changes.

Table of stock market data for Vancouver, listing various stocks with their current prices and percentage changes.

VANCOUVER suite de la page D8

Table of stock market data for Vancouver, including columns for company names, prices, and volume.

LES OBLIGATIONS

Table of bond market data, listing various government and corporate bonds with their respective yields and prices.

TORONTO suite de la page D7

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

FRUITS/LÉGUMES

(PC) - Voici les prix de gros des légumes fournis aux détaillants de la région de Montréal par le ministère de l'Agriculture du Québec.

Table of vegetable prices, listing items like bell peppers, carrots, and choux rouges with their current market rates.

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont haussé hier le prix de l'argent de \$0.025 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

CONCOURS

Advertisement for 'Concours France de l'ouest' featuring a Renault TT car, a map of France, and details about the contest prizes and rules.

Advertisement for 'HOTEL CHATEAU MONT SAINTE-ANNE' featuring a 'SKI DE PRINTEMPS 3000\$' promotion and contact information for reservations.

Advertisement for 'DRING' featuring a cartoon illustration of a house and a car, with text promoting the product and its availability.

Advertisement for '285-7111 LES ANNONCES CLASSÉES' featuring a telephone icon and text promoting classified advertising services.